

tes régions du pays pourraient y trouver la source de fonds nécessaires à capitaliser leur industrie, et ainsi favoriser une augmentation de la production locale et une diminution du chômage.

Le gouvernement aurait beaucoup à gagner d'une situation améliorée, puisqu'il subit constamment une saignée de ses fonds soit d'assurance-chômage, soit d'assistance-chômage.

Je suis convaincu qu'une réduction du taux d'intérêt de la Banque d'expansion économique ainsi qu'une plus grande flexibilité des règlements serait avantageuse, car même si cela pouvait exposer l'organisme à subir quelquefois des pertes, ces pertes seraient amplement compensées par les économies que l'on ferait sur les déboursés d'assistance ou d'assurance-chômage, ou de tout autre projet.

A tout événement, monsieur le président, je crois que ce sont des projets qui amélioreraient la situation. Cependant, cela prendrait certainement quelque temps.

Nous avons appris par les journaux que la région du Saguenay, comme celle de Hamilton—représentée par l'honorable ministre du Travail, je crois—ont été déclarées, dans le cours du mois de décembre, régions à fort surplus de travail.

On se demande ce que le présent gouvernement peut faire et entend faire? Dans l'immédiat, ce sont les travaux publics que le gouvernement peut entreprendre qui représentent le seul moyen d'améliorer la situation, et ce comme palliatif—puisque ce sont des mesures temporaires.

Plusieurs projets ont été suggérés au gouvernement par les différents membres de la Chambre. Si le gouvernement veut bien y prêter l'oreille et y collaborer, il pourra y avoir beaucoup d'amélioration dans un très court laps de temps.

Évidemment, je sais que ce ne sont là que des mesures temporaires et que seule l'expansion de l'industrie peut compenser et apporter une stabilité qui non seulement durera, mais ira s'améliorant, assurant ainsi aux différentes régions du pays et de la province un développement normal et un travail qui permettra à la population de se procurer ce dont elle a besoin.

Je sais que ce faisant, on demande encore au gouvernement de créer des commissions et de s'immiscer dans un domaine qui, normalement, devrait être réservé aux provinces. Mais on en est rendu au point où l'on se demande si la situation économique actuelle du pays ne résulte pas d'une action concertée, d'un grand plan d'ensemble pour forcer les provinces, les municipalités, bref les citoyens à venir s'agenouiller à Ottawa et quêmander des faveurs.

[M. Lessard.]

Je sais que d'autres provinces canadiennes n'ont pas à faire face à un problème aussi grave, au point de vue chômage, parce qu'elles ont probablement pu bénéficier de ce qu'on pourrait appeler une meilleure compréhension du gouvernement fédéral. Par exemple, l'Ontario est dans une situation privilégiée. Au fait, je suis d'avis que si l'on compare sa situation à celle des autres provinces, on y constate une centralisation de l'industrie.

Je ne sais si je puis me permettre de faire les observations qui vont suivre, mais le Conseil national de la productivité, lequel est un organisme créé par le gouvernement pour promouvoir la production dans les usines et autres choses connexes, est actuellement composé de 25 membres, dont la majorité sont des citoyens de l'Ontario.

Je ne veux pas, à ce stade, critiquer l'attitude des membres de ce conseil, mais je trouve qu'il est normal, en somme, pour des gens qui habitent une province, de mieux comprendre les problèmes de cette province en particulier et de moins bien comprendre ceux du pays, dans son ensemble.

Je crois que cet état de choses doit être appelé à l'attention des autres représentants que l'on voit en cette enceinte, car on accuse ceux du Québec de crier à la «discrimination». A mon sens, les représentants des autres provinces devraient bien étudier la composition des différents organismes et sociétés de la Couronne qui, en majorité, sont composés des citoyens de l'Ontario. En conséquence, il ne faut pas être surpris si toutes les mesures mises de l'avant par le gouvernement sont faites à la taille et à la mesure des besoins de la province d'Ontario. Et ces mesures sont loin de s'ajuster aux besoins des provinces de l'Est, des Maritimes, entre autres, qui, elles aussi, ont à souffrir de cette situation.

Monsieur le président, si les gouvernements provinciaux avaient un plus grand champ d'activité dans le domaine de la taxation, s'ils avaient leurs propres revenus, je suis d'avis qu'un bon nombre des problèmes qui sont soumis au gouvernement fédéral seraient réglés. Au fait, les autorités provinciales pourraient s'en charger elles-mêmes et les régler. Mais comme elles n'ont pas les revenus nécessaires, elles doivent constamment se tourner vers le gouvernement central, et je crois que nous servons très mal la Confédération et la bonne entente dans le pays en les forçant à venir, régulièrement, faire des pèlerinages à Ottawa afin d'obtenir, par miettes, ce à quoi elles ont droit et qui leur appartient de par les prérogatives qui leur ont été conférées en vertu de l'entente.

Évidemment, tous ces Conseils pourront avoir du bon. Ils limiteront peut-être certaines